

Les vieilles coutumes ne se perdent pas facilement

L'industrie médiatique propriété de l'État égyptien, très mal gérée, lutte pour récupérer la confiance de l'audience. Un processus épineux.

Fatima El-Issawi

Si réformer le secteur des médias en Égypte représente tout un défi, moderniser son secteur étatique surdimensionné peut sembler une mission impossible. L'industrie médiatique propriété de l'État égyptien (télévision, radio et presse écrite), très mal gérée, lutte pour se faire une place sur la scène médiatique post-révolution et, surtout, pour récupérer la confiance de l'audience. Cependant, il s'agit d'un processus épineux étant donné que la culture enracinée de l'obéissance et le manque de standards professionnels des rédactions se mélangent avec un fort héritage de mauvaise gestion. La récente offensive contre les médias du gouvernement islamiste, sous la consigne de « respecter » le président, est un signe clair du manque d'une authentique volonté politique d'ouvrir et de moderniser l'industrie des médias étatiques. La période immédiatement postérieure à la révolution se caractérisa par une ouverture relative qui fut cependant temporaire et n'apporta aucun progrès réel à la qualité de la production médiatique.

La télévision étatique égyptienne, qui lança une campagne de désinformation lors de la couverture des manifestations pro-démocratiques du 25 janvier 2011 qui conduisirent au renversement du régime de Moubarak, ne semble pas avoir oublié les vieilles pratiques. Nous en avons un clair exemple dans la couverture de l'attaque contre un poste de contrôle de sécurité sur la frontière israélo-égyptienne du Sinaï, où 12 policiers égyptiens furent tués. Dans une vidéo sur YouTube de la rétransmission de la télévision étatique des funérailles en l'honneur des défunts, que des activistes égyptiens partagèrent à travers Facebook, le présentateur de télévision décrivait les émotions du président, Mohamed Morsi, comme le « grand regret du président » tandis que Morsi était absent lors de la cérémonie comme le déclara officiellement son porte-parole.

Un autre faux-pas notoire de la télévision étatique, aussi connue sous le nom de « Maspero » en référence au nom du siège de la chaîne dans le centre du Caire, fut la couverture des sanglantes manifestations coptes qui furent brutalement réprimées par la sécurité étatique le

9 octobre 2011. Avant la publication des terribles photographies qui montraient les manifestants écrasés par des tanks militaires, la présentatrice de télévision Racha Magdy encourageait les Égyptiens à sortir dans la rue pour défendre les soldats des « manifestants violents ». Dans ses commentaires, diffusés massivement par les réseaux sociaux, elle disait que « cette attaque (contre l'armée égyptienne) ne provient pas de l'ennemi israélien mais de l'intérieur du pays », une claire incitation contre les manifestants coptes. Plus tard, l'armée dénia le massacre et le comité gouvernemental chargé d'enquêter sur la couverture de la télévision étatique conclut que la chaîne pouvait avoir commis des « erreurs professionnelles » mais qu'elle n'incitait pas de façon intentionnée à la violence contre les manifestants coptes.

Réformer les médias étatiques en Égypte peut devenir une mission impossible. L'industrie souffre de sérieux problèmes : un nombre élevé d'employés superflus, une énorme disparité de salaires entre les postes importants et les rédacteurs, une obéissance au régime qui met en relief l'adulation naïve qui caractérise le style éditorial, et un exercice de la profession à l'ancienne. Le débat actuel sur la réforme d'un appareil si complexe tourne autour de deux idées de base : réviser la nature de la propriété de cette industrie afin de garantir son indépendance du pouvoir politique et trouver des solutions aux énormes dettes de ces groupes médiatiques dérivées d'une mauvaise administration endémique. Les récentes décisions répressives du gouvernement sont en train d'étouffer le débat et menacent de faire revenir l'industrie à nouveau à la case départ.

Scène médiatique étatique

Les médias propriété de l'État égyptien sont, en gros, un ensemble de plusieurs entités. La partie principale, la plus importante aussi, est l'Union de Radio et Télévision Égyptienne (ERTU, selon les sigles en anglais), avec plus de 40 000 employés et diverses chaînes de radio et télévision. Sa gestion est prise en charge par six

Fatima El-Issawi, chercheuse associée à Polis, le *think tank* sur journalisme et société du Département de médias et communication de la London School of Economics (LES).

départements différents, dont le plus remarquable est le département des journaux télévisés. Puisqu'il fonctionne comme une rédaction centrale et qu'il s'agit du seul producteur d'informations et d'émissions politiques, spécialement en ce qui concerne la couverture des activités présidentielles, ce département canalise l'information vers tous les émetteurs étatiques. L'ERTU comprend neuf corporations de radio (une chaîne « principale » générale et d'autres couvrant des sujets comme la religion, la jeunesse, les sports, des radios régionales et une programmation destinée à la diaspora et l'audience internationale) et une série de chaînes de télévision (nationales et régionales ainsi que des chaînes spécialisées qui couvrent des émissions d'humour, religion, cinéma, sports, éducation, etc. ; certaines sont tout aussi bien terrestres que par satellite). L'ERTU obéit à la Loi 13 de 1979 qui définit son mandat général dans l'accomplissement de « la mission des médias audiovisuels et services de diffusion (...) en accord avec la politique publique générale et les standards et critères professionnels largement reconnus ». Le ministère de l'Information désigne les postes de la télévision égyptienne et le gouvernement subventionne ses systèmes (Hussein Amin, *Rapport sur l'état des médias en Égypte*. The Arab Center for the Development of the Rule of Law and Integrity). La dernière désignation d'un nouveau ministre de l'Information, connu pour son affiliation aux Frères musulmans a réveillé la crainte d'une politique gouvernementale, dirigée à contrôler les médias.

Les radios et les télévisions privées sont déclarées comme des compagnies d'investissement et elles reçoivent le traitement d'organisations étrangères délocalisées. Elles sont situées dans des zones franches d'Égypte, en particulier la Zone Franche des Médias Publics, où sont appliquées des normes spécifiques incluant le statut libre d'impôts. Les zones franches sont sous la juridiction de l'Autorité générale d'investissements (Toby Mendel. *Transitions politiques et des médias en Égypte : instantanée de la politique de communication et contexte régulateur*. Internews, août, 2011).

Dans le secteur de la presse écrite, l'État possède les publications appelées presse nationale. Ces maisons d'éditions proéminentes (Al Ahram, Dar al Tahrir, Akhbar al Youm, Dar al Hilal et Rose el Youssef) produisent les journaux nationaux de plus grande circulation et distribution ainsi que les publications périodiques. La Loi de Presse définit son objectif : fournir une « plateforme nationale libre pour toutes les voix et tendances politiques et acteurs clés ». Cependant, dans la pratique, ces publications sont utilisées comme une plateforme du régime pour discréditer ses opposants ou critiques, écrivains et journalistes inclus. Chaque journal présente un conseil éditorial, composé de cinq membres, et le président de chaque conseil – qui est aussi l'éditeur – est nommé par le Conseil de la Choura, la chambre haute du Parlement égyptien. La gestion de ces publications est supervisée par le Conseil suprême de presse, dirigé par le porte-parole du Conseil de la Choura lui-même. Notons que la plupart de ces publi-

cations étaient devenues un outil de propagande du régime il y a environ 60 ans, lorsque le défunt président égyptien Gamal Abdel Nasser les nationalisa, le 24 mai 1956.

Tentatives d'ouverture

Les récentes tentatives de doter les médias étatiques d'indépendance vis-à-vis de la volonté politique ont échoué. Plusieurs idées ont été brassées, telles que transformer l'industrie des médias en un service public, imitant l'exemple de la BBC en Grande Bretagne, ou les privatiser en tant que solution rapide et contendante pour mettre fin à ses problèmes persistants (bien que cette dernière solution soit largement remise en question). Une autre idée serait d'ouvrir le cadre de propriété de la presse nationale à ses journalistes, mettant ainsi fin à la prohibition qui pèse sur les journalistes de posséder des participations dans l'industrie des médias. En accord avec l'article 45 de la Loi de Presse de 1996, le droit d'être propriétaire d'une publication est limité à des partis politiques et des entités légales publiques et privées (Amira Abdel Fattah. *La liberté de presse en Égypte*. The Arabic Network of Human Rights Information). Selon le nouveau ministre de l'Information, le plan serait de changer le système de propriété de la presse nationale pour que la moitié puisse être propriété de journalistes et l'autre moitié vendue en tant que participations.

Même ainsi, la relative ouverture dont ont joui ces moyens de diffusion immédiatement après la révolution semble volatile. Après la révolution, la presse nationale publia des articles d'opinion critiques et ses gros titres passèrent de paraphraser le discours de clichés du régime à adopter un format plus centré sur les actualités.

La télévision étatique accueillit sur ses diverses plateformes des voix critiques dont la diffusion était généralement interdite. Selon le journaliste Gamal Fahmy, secrétaire général de l'Union nationale de journalistes et l'un des critiques le féroce de l'ancien régime, « avec Moubarak, je ne pouvais même pas rêver de m'approcher du siège de la télévision nationale et maintenant on m'appelle si souvent que je pourrais passer mes journées là-bas ». Cette rupture temporaire du contrôle étatique fait maintenant partie du passé. La décision de la chambre haute du Parlement, dominée par les islamistes, de désigner les postes importants de 55 médias étatiques a été perçue comme une tentative de contrôler les médias copiant les pratiques de l'ancien régime. Cette décision a scandalisé la communauté journalistique nationale, surtout parce que la plupart de ces directeurs récemment nommés sont connus pour leurs positions ouvertement antirévolutionnaires. Ce fait était accompagné d'une dure campagne contre des journalistes, aussi bien dans les médias privés que publics, critiques avec les Frères musulmans.

Selon Fahmy, « l'avenir des médias étatiques est en train d'agoniser. Ces derniers jours, la publication de douzaines d'articles a été interdite et l'on a empêché

d'écrire des articles à presque 18 journalistes. Les médias étatiques ont repris leur ancien rôle de porte-parole du gouvernement. La situation est même pire qu'auparavant, étant donné que les restrictions dans les médias ne sont plus justifiées par les lois normales mais sont incluses dans la Constitution même ».

Selon l'argument affirmant qu'elles incitent à la violence contre la présidence, diverses éditions de journaux ont été récemment séquestrées et plusieurs journalistes/directeurs ont dû affronter des procès pour insultes au président, tels Abdel Halim Qandeel et Adel Hamouda, directeurs des hebdomadaires égyptiens *Sawt Al Omma* et *Al Fagr*, respectivement. Le directeur d'*Al Dostour*, Islam Afifi, se trouve en prison préventive, ce qui a déclenché l'indignation de la profession et les plaintes pour les intimidations continues sous la caution de l'État.

Les changements dans la qualité des productions de ces moyens de diffusion ont été limités, centrés principalement sur le fait de montrer une diversité d'opinions, ce qui était difficile sous l'ancien régime. Cependant, les médias étatiques n'ont pas encore réussi à mettre en marche une réforme totale centrée sur la qualité des contenus.

Selon Soha el Nakach, ancienne présentatrice de la télévision publique qui démissionna au cours de la révolution du 25 janvier : « il n'y a pas de variations dans la qualité de la production de télévision ; l'on continue à appliquer le même style, spécialement la glorification du président. Mis à part le changement entre le président Moubarak destitué et l'actuel président Morsi, l'on requiert une transformation dans les pratiques quotidiennes en ce qui concerne la rédaction et la programmation des informations. Par exemple, l'information sur les activités du président vient toujours en premier, même si elle n'est pas importante [...] ».

Manal Aref, présentatrice de la principale chaîne de radio publique, insiste sur la même chose : « après la révolution nous continuions à recevoir des instructions par écrit. Le principal changement était que nous ne pouvions pas opter à certains bénéfices ou une équivalence financière avec nos collègues de la télévision, qui jouissent de meilleures conditions de travail que le personnel de la radio ».

Juste après la révolution, les médias publics ont affronté leur propre révolte, centrée principalement sur la destitution de directeurs importants, ou de ceux considérés comme des « hommes du régime ». Ouscama Saraya, ancien directeur du célèbre journal *Al Ahram*, a affronté aussi l'intifada interne de son équipe. Selon Saraya, « l'objectif principal de ces médias publics est d'appuyer le régime. C'est là leur principale raison d'être. On était supposé ne pas nous opposer au régime ». Et pour preuve, le lendemain du départ de Moubarak, *Al Ahram* se dépêcha de changer ses politiques éditoriales et passa d'accuser les manifestants d'être des délin-



Journaux égyptiens après la victoire de Morsi aux élections.
Le Caire, juin 2012. /MARWAN NAANANI/AFP/GETTY IMAGES

quants à louer « le peuple qui a renversé le régime ». Le journal lança un supplément spécial sur la révolution, où étaient publiées des histoires brûlantes sur la supposée corruption du régime (presque sans aucune preuve), au lieu de glorifier les anciens gouvernants. La preuve la plus effrontée du changement des approches éditoriales fut que les pages d'opinion incluaient des visions qui étaient considérées jusqu'alors comme illégitimes. Cette brève ébauche d'ouverture est en ce moment entravée par la récente offensive gouvernementale contre les médias et la désignation en tant que nouveaux directeurs dans la presse nationale d'hommes loyaux au nouveau régime. À cette campagne s'ajoutent les précaires standards professionnels de la production, souvent incapables de faire la différence entre les faits et les opinions et les accusations.

Le gouvernement islamiste est en train d'utiliser la pauvre qualité des médias comme prétexte pour appuyer une campagne dirigée à attaquer les médias critiques. Cette excuse est à peine voilée. La scène complexe de la transition politique provoque des événements d'une rapide évolution qui sont d'un intérêt considérable, ce qui laisse les conversations sur la réforme des médias sur un second plan, surtout du fait que les médias eux-mêmes sont des otages en ce qui concerne la façon dont ils informent sur les changements politiques. Le principal défi des médias nationaux égyptiens consisterait à faire revenir le débat sur le terrain des droits et du professionnalisme des médias avec l'appui de la société civile, de façon à pouvoir faire pression pour la liberté d'expression. Perdre l'espoir sur la possibilité de réformer les médias publics et les libérer du pouvoir politique impliquerait de mettre fin à la bataille avant même qu'elle ait commencée. ■